

Le Pakistan s'évertue de rétablir la démocratie et de mettre un terme au terrorisme

Le président Zardari cherche la conciliation avec les provinces limitrophes, la victoire sur les insurgés



Le président du Pakistan, Asif Ali Zardari (à droite), accompagné de son homologue afghan, Hamid Karzai, prend la parole lors d'une conférence de presse tenue en septembre 2008. Pour gouverner le Pakistan, M. Zardari doit composer avec plusieurs problèmes épineux. Les heures triomphales de février 2008 qui ont suivi la victoire du parti laïque de M. Zardari, le Parti du peuple du Pakistan, sur les forces du général Pervez Musharraf, sont maintenant révolues.

PAR ISMAIL KHAN

ALA MI-NOVEMBRE, DES IMAGES télévisées filmées près du col Khyber, au Pakistan, montrent des talibans locaux au volant de véhicules militaires tous terrains volés, brossant un sombre tableau des difficultés auxquelles sont confrontées les forces armées du Pakistan.

En raison de ces difficultés et de la forte pression que subit l'économie nationale, l'année 2009 sera des plus cruciale pour le gouvernement civil quelque peu précaire du pays. À la fin de l'été 2008, quelques mois avant la crise économique mondiale, une crise liée à la balance des paiements a secoué un gouvernement pakistanaise alors à court de fonds.

Près de la frontière afghane, les affrontements entre l'armée du Pakistan et

un groupe taliban local ont repris à la suite du bombardement d'un hôpital par ce dernier en août. La reprise des affrontements a signalé la rupture de la trêve signée par les deux parties en mai 2008.

En novembre, alors que 75 pour cent de l'aide matérielle de l'OTAN à l'Afghanistan passait par le col Khyber, au Pakistan, des attaques perpétrées contre des convois de nourriture et de carburant par des talibans pakistanaise ont rendu la situation critique.

Les heures triomphales de février 2008 qui ont suivi la victoire du Parti du peuple du Pakistan, un parti laïque et libéral, sur les forces du général Pervez Musharraf, sont bel et bien révolues.

La concluante victoire du parti aux élections nationales lui a permis de rallier l'autre important parti laïque pour former un gouvernement national de coalition.

Certains analystes ont cependant attribué cette victoire, qui a suivi l'assassinat de la chef du parti, Benazir Bhutto, en décembre 2007, à un vote de sympathie.

Le gouvernement de coalition s'effondre

La coalition s'est effondrée quelques mois seulement après avoir vu le jour en raison de promesses faites en mars 2008. La coalition avait en effet promis de rétablir une véritable démocratie, de se défaire de la dictature et de rétablir la Constitution de 1973 telle qu'elle était au 12 octobre 1999, soit avant le coup militaire du général Pervez Musharraf. La coalition avait également promis de radier la liste des compétences concurrentes de la Constitution du Pakistan de manière à accorder plus de compétences aux quatre provinces du pays. Enfin, elle se proposait d'accroître le pouvoir du Sénat, chambre haute du Parlement au sein de laquelle les provinces sont équitablement représentées.

Ismail Khan est rédacteur pour le quotidien *Daily Dawn*, de la Province de la frontière du Nord-Ouest, au Pakistan. Résident de Peshawar, il se penche sur des questions concernant la Province de la frontière du Nord-Ouest ainsi que les régions tribales administrées par le fédéral.

tées. La chambre basse, appelée Assemblée nationale, est fondée sur un système de représentativité en fonction de la population. Elle se trouve dominée par les membres de la province du Pendjab, qui abrite plus de 50 pour cent de la population.

L'image du mari de Mme Bhutto, M. Asif Ali Zardari, est peu reluisante. Des accusations de corruption pèsent en effet sur lui. Il a été incarcéré pendant des années sans jamais avoir été reconnu coupable, avant d'être exilé sous le règne du général Musharraf. Le tragique assassinat de son épouse dans la ville garnison de Rawalpindi l'a catapulté au cœur de la scène politique.

En plus de bénéficier de l'héritage politique de sa populaire épouse, M. Zardari a également pu profiter d'une ordonnance dite « de réconciliation nationale », une sorte de passe-droit pour sortir de prison. Fruit d'une entente négociée par M. Musharraf et Mme Bhutto, cette loi controversée a fait entre autres tomber toutes les accusations de corruption portées contre le couple.

Démission forcée du général Musharraf
Malgré les pressions exercées par la communauté juridique et par son ancien partenaire de coalition, M. Zardari a réussi à retirer la présidence à M. Musharraf en le menaçant d'entamer une procédure de destitution s'il ne démissionnait pas, ce qui a fait réfléchir le général. Le 18 août, il démissionne après neuf ans de règne virtuellement autocratique et se fait montrer la porte.

Les différends politiques entre le parti de Mme Bhutto et son partenaire de coalition – à propos des juges démis de leurs

fonctions par M. Musharraf – ont commencé peu de temps après la démission du général. L'autre membre de la coalition exigeait que le juge en chef, Iftikhar Muhammad Chaudry, ainsi que les autres juges reprennent immédiatement leurs fonctions.

M. Zardari a rapidement assuré sa candidature au poste de président du Pakistan. Il a été élu à ce poste le 6 septembre 2008.

Peu avant son élection, M. Zardari est revenu sur sa promesse de réinstaller les juges dans leurs fonctions. Il n'a jamais expliqué les raisons de ce revirement, mais des critiques avancent qu'il craignait que les juges donnent suite à des accusations de corruption portées contre lui dans les années 1980 et 1990. Le refus de M. Zardari de réinstaller les juges dans leurs fonctions a amené son partenaire de coalition à se retirer du gouvernement, anéantissant tout espoir d'un gouvernement central stable.

Certains analystes considèrent que M. Zardari a trompé son partenaire de coalition, c'est-à-dire qu'il l'aurait utilisé pour défaire M. Musharraf et s'assurer qu'il se retire sans faire de bruit. Cet argument est vraisemblable, M. Zardari ayant parcouru un chemin – du pénitencier à la présidence du Pakistan – que peu jugeaient possible.

À présent que le pouvoir lui est acquis, M. Zardari se trouve aux prises avec une série de problèmes complexes touchant le pays, comme l'effondrement de l'économie; un soulèvement massif dans la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du pays; une poudrière abritant talibans et membres d'Al-Qaida dans les régions tribales administrées par le fédéral; et des signes que les talibans gagnent constamment en influence.

M. Zardari doit également composer avec un appareil étatique affaibli et une montée des revendications pour l'accroissement de l'autonomie provinciale, surtout de la part du Baloutchistan et de la Province de la frontière du Nord-Ouest.

Satisfaire les revendications des provinces

Ces problèmes à l'esprit, le président nouvellement élu a demandé au Parlement, lors de son premier discours, d'annuler les pouvoirs du président – dont notamment le pouvoir de dissoudre l'Assemblée nationale – et de se pencher sur la question de l'autonomie provinciale. M. Zardari a aussi demandé aux législateurs de prendre des mesures afin de régler les griefs du Baloutchistan et de rebaptiser la Province de la frontière du Nord-Ouest « Pukthunkhwa » afin de satisfaire les revendications de longue date de ce peuple. Il a en outre promis de poursuivre les terroristes et les extrémistes qui font du tort au Pakistan.

D'autres cherchent à stabiliser l'Afghanistan par la pacification des régions frontalières du Pakistan. Le 25 septembre, Owais Ghani, gouverneur de la Province de la frontière du Nord-Ouest, a suggéré que les États-Unis tentent de conclure un accord de paix avec les talibans afghans pour l'ensemble de la région.

Au sein du Pakistan, le gouvernement de coalition mené par le parti PPP du mari de feu Mme Bhutto tend la main aux provinces de moindre taille dans le cadre d'une politique qu'il a appelé « de réconciliation nationale ». L'appui au

SUITE À LA PAGE 31

Une province frontalière refuse une coalition religieuse

Les événements récents dans la Province de la frontière du Nord-Ouest, au Pakistan, constituent un microcosme de ce qui se passe à travers le pays. Le parti national laïque Awami, qui a remporté une victoire écrasante aux élections de février 2008, a promis de se défaire des militants armés et de restaurer la paix.

Une coalition religieuse nommée Muttahida Majlis-i-Amal était précédemment au pouvoir dans la province. Au cours des six années de son mandat, plusieurs groupes talibans ont pris naissance dans les zones tribales du Pakistan ayant des frontières communes avec l'Afghanistan.

Les divers groupes talibans ont ensuite fusionné pour former une organisation pakistanaise unie appelée Tehrik-i-

Taliban Pakistan en décembre 2007. En plus de régner en maître dans la plupart des sept zones tribales administrées par le fédéral, cette organisation menace sérieusement la sécurité de la province et par extension, de l'ensemble du Pakistan.

Alors que la coalition dirigeait la province, les attentats suicides ainsi que les attentats à la bombe en bordure de route et dans des écoles pour filles sont devenus choses communes.

L'accord de paix négocié avec des militants armés en mai 2008 s'est révélé de courte durée.

Les militants ont renié l'accord, accusant le gouvernement de revenir sur ses promesses de relâcher des prisonniers et de faire observer les lois islamiques dans la région. Le gouvernement a répliqué en accusant les talibans pakistanais de Swat de conduire des attentats à la bombe dans des écoles et de perpétrer des assassinats ciblés.

Le Swat est de nouveau à feu et à sang.

Aux environs de Peshawar, la capitale de la Province de la frontière du Nord-Ouest, la situation se révèle précaire. Entourée de trois régions tribales – au sud, à l'ouest et au nord – Peshawar a été le théâtre d'une soudaine montée du militantisme.

Ailleurs au Pakistan, la situation demeure instable dans la partie méridionale des zones tribales administrées par le fédéral, soit au Waziristan du Nord et au Waziristan du Sud, considérées comme des repaires d'Al-Qaida par le gouvernement américain.

On dit que le fédéralisme représente une forme de gouvernance pertinente dans des pays connaissant la diversité. Pourtant, le fédéralisme, comme toute autre forme de gouvernance, ne peut s'installer que lorsqu'il est appuyé par une volonté politique ferme et constante. Il s'agit bien là de la question qui se pose au Pakistan : les diverses communautés désirent-elles le bon fonctionnement de la fédération ?

PAKISTAN [SUITE DE LA PAGE 4]

changement de nom de la Province de la frontière du Nord-Ouest et l'annulation des poursuites judiciaires intentées contre les chefs nationalistes baloutches font partie de cette stratégie visant à satisfaire les revendications. Les premières réactions en provenance du Baloutchistan sont encourageantes.

Un comité chargé de se pencher sur les revendications pour l'accroissement de l'autonomie provinciale, sur l'octroi de certaines compétences financières et sur l'attribution de pouvoirs de surveillance concernant la nomination à des postes clés est actuellement mis sur pied. Un autre comité se penche déjà sur l'introduction de réformes politiques, judiciaires et administratives dans les régions tribales du Pakistan.

Mais quelques heures à peine après le premier discours de M. Zardari devant le Parlement, alors que les musulmans s'apprêtaient à mettre fin à leur jeûne du

mois saint du ramadan à la fin septembre, un kamikaze a lancé un camion rempli d'explosifs sur un important hôtel d'Islamabad, l'Hôtel Marriott, faisant près de 60 morts et blessant nombre d'autres personnes.

Une campagne militaire contre les militants

Le bombardement dévastateur au coeur de la capitale fédérale a secoué l'ensemble du pays. De plus en plus de voix revendentiquent à présent la tenue d'un vaste débat sur « la guerre au terrorisme » au sein du Parlement national afin de discuter de ses avantages et de ses inconvénients et de dégager un consensus national.

M. Zardari et Yousaf Raza Gillani, premier ministre nommé par M. Zardari, ont promis de tenir une séance d'information à huis clos pour les parlementaires sur cette question, dans l'espoir de dégager un début de ce consensus devenu nécessaire sur la guerre au terrorisme.

Aucun consensus national n'a cepen-

dant été dégagé depuis. L'armée continue de livrer bataille aux insurgés dans les zones tribales adjacentes à la Province de la frontière du Nord-Ouest ainsi que dans la vallée de Swat située au sein de cette province. Les espoirs de voir la paix revenir sont tempérés par les importantes pertes subies par le gouvernement et par le fait que les politiques antérieures ont vu de nouvelles luttes suivre des trêves conclues avec les talibans et d'autres militants armés.

Plus récemment, M. Zardari a dû apaiser une Inde indignée qui accusait des rebelles pakistanais d'être à l'origine de l'attentat terroriste perpétré à Mumbai le 26 novembre, qui a vu plus de 180 Indiens et touristes internationaux innocents fusillés en plein cœur de la capitale financière de l'Inde.

En raison des graves perturbations qui surgissent tant de l'intérieur que de l'extérieur du pays, le remaniement de la fédération pakistanaise perd sans doute de son caractère prioritaire pour M. Zardari.